



Numéro 226, 30 avril 2012

Négociations et forums internationaux

Les nouvelles vues des pays membres de la CCNUCC sur les nouveaux mécanismes de marché

Les négociations sur les changements climatiques qui ont eu lieu en décembre 2011 à Durban ont ouvert la voie à la création de nouveaux mécanismes de marché.

Le 11 avril dernier, le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a publié les dernières positions des Parties sur les diverses approches pour promouvoir les actions d'atténuation dans les pays développés et dans les pays en développement.

Les mécanismes de réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+ en anglais pour *Reducing emissions from deforestation and forest degradation*) et les mécanismes sectoriels ont été identifiés par les Parties comme des mécanismes potentiellement admissibles sur les marchés du carbone.

Les États-Unis souhaitent préciser la façon dont les nouveaux marchés vont interagir avec les Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN).

L'Union européenne (UE) souhaite que les MAAN génèrent des crédits carbone, mais elle met en garde contre la double comptabilisation des émissions. En outre, l'UE soutient la mise en œuvre de mécanismes de marché sectoriels.

Le Japon, qui a déjà annoncé qu'il élaborera son propre mécanisme bilatéral en dehors du processus de l'ONU, défend que des précisions supplémentaires sont nécessaires concernant les interactions entre les futurs mécanismes de marché et les initiatives MDP.

La Chine, qui accueille la moitié des projets MDP enregistrés par l'ONU à ce jour, a déclaré que les nouveaux mécanismes devront être des mécanismes de projet avec des règles comparables à celles établies en vertu du Protocole de Kyoto.

Les pays les moins avancés sont d'avis que le plus gros défi pour les nouveaux mécanismes de marché concerne la demande pour les crédits qu'ils généreront. En effet, pour ces pays, les objectifs d'atténuation ne sont pas assez ambitieux pour générer une demande suffisante. En outre, pour ces pays, l'utilisation de ces nouveaux mécanismes doit viser l'augmentation de l'ambition des objectifs d'atténuation des pays développés.

L'UE affirme que les nouveaux mécanismes de marché pourraient devenir un catalyseur pour augmenter l'ambition des objectifs d'atténuation par tous les pays à court terme, ainsi que dans le cadre du nouvel accord négocié.

Pour obtenir plus d'information :

<http://www.pointcarbon.com/news/1.1798142>

<http://climate-1.iisd.org/news/unfccc-releases-views-on-the-new-market-based-mechanism/>

<http://unfccc.int/resource/docs/2012/awglca15/eng/misc06.pdf>

Nouvelles du marché du carbone

Lancement du Fonds carbone pour l'Afrique

En marge du quatrième Forum Africain du Carbone qui s'est tenu du 18 au 20 avril 2012, à Addis-Abeba, en Éthiopie, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), CDC Climat (groupe Caisse des Dépôts) et PROPARCO (groupe Agence Française de Développement) ont annoncé le lancement prochain du Fonds carbone pour l'Afrique.

Le fonds, doté d'un montant initial de 45 millions d'euros, sera destiné à l'Afrique subsaharienne. Il vise à exploiter le potentiel de crédits carbone de cette région du monde afin de lutter contre les changements climatiques et de promouvoir le développement durable.

Les trois commanditaires entendent financer des projets à grande valeur ajoutée environnementale et à cobénéfices économiques et sociaux élevés. Le Fonds carbone pour l'Afrique investira dans des crédits carbone générés par des projets éligibles par l'Union européenne, par les nouveaux mécanismes internationaux en cours d'élaboration, ou, pour une part limitée, pour des projets labellisés par les standards volontaires de qualité. En outre, le fonds sera complété d'un mécanisme d'assistance technique pour soutenir au préalable les opérateurs dans le montage et la mise en œuvre de leurs projets.

Géré par CDC Climat Asset Management, le Fonds carbone pour l'Afrique apportera un financement complémentaire aux projets d'énergie renouvelable, de méthanisation, d'efficacité énergétique, ainsi qu'aux programmes d'équipement domestique menés dans les pays d'Afrique subsaharienne jusqu'en 2020.

La BOAD, CDC Climat et PROPACO ont parallèlement appelé à « la création rapide de nouveaux cadres institutionnels internationaux et européens plus favorables au financement de la croissance verte sur le continent africain ».

Pour obtenir plus d'information :

<http://www.cdcclimat.com/Le-Fonds-carbone-pour-l-Afrique-outil-de-financement-du-developpement-vert-en-Afrique.html>

http://www.cdcclimat.com/IMG/pdf/18_avril_2012_cp_fonds_carbone_pour_l_afrique.pdf

http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/04/19/climat-un-fonds-carbone-specialise-sur-l-afrique-va-etre-lance_1688081_3244.html

Nouvelles du MDP

Le Haut comité pour un dialogue sur le MDP a effectué sa première consultation d'intervenants en Afrique

Le Haut comité pour un dialogue sur le MDP a été lancé par le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres et le président du Conseil exécutif du MDP, Hession Martin à la conférence sur les changements climatiques des Nations Unies de Durban en 2011. L'objectif du comité est de faire le point sur les leçons apprises dans la mise en œuvre du MDP.

À l'occasion du quatrième Forum Africain du Carbone, le groupe a tenu ses premières consultations avec les intervenants à l'échelle de l'Afrique. Les consultations ont été menées par Margaret Mukahanana-Sangarwe, secrétaire permanente du ministère du Tourisme et de l'Hôtellerie au Zimbabwe et ancienne présidente du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme (GTS-ACV) de la CCNUCC.

Les consultations à Addis-Abeba ont bénéficié de la participation de développeurs de projets, d'acheteurs, de fournisseurs de services, de représentants nationaux au titre du MDP, d'organisations internationales, de la société civile, et de divers autres intervenants du secteur privé et public concernés par le MDP.

Le comité pour un dialogue sur le MDP continuera à effectuer des consultations jusqu'en septembre 2012 afin de fournir des recommandations sur les améliorations nécessaires au

MDP, ainsi que pour informer les négociations sur des questions connexes, y compris les nouveaux mécanismes de marché.

Pour obtenir plus d'information :

<http://www.cdmpolicydialogue.org/>

<http://cdm.unfccc.int/>

[http://cdm.unfccc.int/CDMNews/issues/issues/1_OIG9XF6QC3QZU7S3JJA0BR1JXCSZUZ/vi
ewnewsitem.html](http://cdm.unfccc.int/CDMNews/issues/issues/1_OIG9XF6QC3QZU7S3JJA0BR1JXCSZUZ/vi
ewnewsitem.html)

Dossier thématique

Le 4^e Forum Africain du Carbone lance un nouveau programme de prêt pour le développement du CDM dans les PMA.

Le quatrième Forum Africain du Carbone qui s'est tenu du 18 au 20 avril 2012, à Addis-Abeba, en Éthiopie a compté plus de 1000 participants du monde entier. Ceux-ci ont décrit le Forum comme un évènement «incontournable» pour le développement d'affaires relatives au carbone en Afrique.

L'un des objectifs du Forum est d'accroître le nombre de projets MDP dans les pays les moins avancés (PMA) et particulièrement dans les pays situés en Afrique subsaharienne. À ce jour, 4015 projets MDP ont été enregistrés auprès du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dans 74 pays en développement. Le nombre de projets MDP enregistré est en forte croissance. En effet, en février 2012 uniquement, 256 projets MDP ont été enregistrés. Il s'agit du deuxième mois record en terme du nombre d'enregistrements. Pourtant, moins de 1% de ces projets se situe dans les PMA qui n'ont pour la grande majorité aucun projet MDP.

Le manque d'investissement en Afrique en matière de renforcement des capacités, de transfert de technologies et de financements carbone enrayer le développement des projets d'atténuation des changements climatiques sur le continent.

Faciliter l'accès des PMA et notamment des pays d'Afrique subsaharienne au MDP constitue donc un enjeu primordial pour bénéficier du potentiel de l'Afrique dans la lutte contre les changements climatiques et pour encourager le développement durable en Afrique. En outre, les participants au Forum ont souligné le rôle capital du MDP pour les projets d'accès à une énergie sobre en carbone.

Dans ce contexte, le quatrième Forum Africain du Carbone a permis le lancement d'un nouveau programme de prêt (*CDM Loan Scheme* en anglais) pour stimuler les projets MDP

dans les PMA. Le programme de prêts aux MDP fournira des prêts sans intérêt pour les projets MDP dans les PMA, ainsi que pour les pays qui ont moins de 10 projets MDP enregistrés. Le système sera géré conjointement par la CCNUCC, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Centre Risoe et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS en anglais pour *United Nations Office for Project Services*).

Les prêts serviront à financer le développement des documents de description du projet (PDD), la validation du projet par une entité opérationnelle désignée, l'enregistrement du projet auprès de la CCNUCC et la surveillance et la vérification des Unités de réductions certifiées des émissions (URCE).

Le lancement du programme de prêts est à la fois opportun et pertinent, a déclaré la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres. En effet, à partir de l'année prochaine, le Système de plafonnement et d'échange de l'Union européenne (SCEQE ou EU ETS en anglais pour *European Union Emission Trading Scheme*) acceptera uniquement les URCE en provenance des PMA. En outre, de nombreux PMA se trouvent en Afrique.

Le programme de prêt sera étendu à des projets qui répondent à un certain nombre de critères, y compris:

- La forte probabilité d'enregistrement du projet auprès de la CCNUCC;
- La grande probabilité que le projet génère au moins 7.500 URCEs par an pour des projets dans les PMA et 15.000 URCEs par an pour des projets dans les pays en développement qui ne sont pas des PMA;
- La documentation du projet est développée avec un consultant MDP expérimenté.

« Le moment est venu pour l'Afrique d'accroître sa part de projets MDP », a déclaré John Christensen, directeur du Centre Risoe du PNUE. « Nous espérons que le système de prêts et la continuité du renforcement des capacités feront une réelle différence dans le nombre de projets en Afrique », a-t-il ajouté.

Les demandes de prêts peuvent d'ores et déjà être soumises pour la première session d'évaluation qui prendra fin en juin 2012.

Pour obtenir plus d'information :

<http://www.cdmloanscheme.org/>

<http://climate-1.iisd.org/news/fourth-africa-carbon-forum-highlights-potential-for-green-economic-development-in-africa/>

<http://www.iisd.ca/africa/carbon/acf/acf4/>

<http://www.afdb.org/en/news-and-events/article/greening-africas-future-carbon-market-actors-connect-at-the-4th-africa-carbon-forum-9093/>

http://www.cdclimat.com/IMG/pdf/18_avril_2012_cp_fonds_carbone_pour_l_afrique.pdf

http://finchannel.com/Main_News/Banks/107682_Greening_Africa's_Future/

<http://climate-l.iisd.org/news/cdm-reaches-4000th-project-milestone/>

http://unfccc.int/files/press/press_releases_advisories/application/pdf/pr20122004_cdm_ldc.pdf

Sélection de rapports d'intérêt et de sources d'information utiles

- Le Stockholm Environment Institute (SEI) et le Think Tank Suédois FORES publient un rapport qui examine les efforts de la Chine pour établir des marchés nationaux du carbone d'ici à 2015, voir <http://www.sei-international.org/publications?pid=2096>
- Le International Trade Center (ITC) publie une étude qui vise à guider les exportateurs de produits agricoles à travers le processus de l'empreinte carbone des produits, voir <http://www.intracen.org/Product-Carbon-Footprinting-Standards-in-the-Agri-Food-Sector/>
- CDM Watch lance un forum de discussion en ligne afin de permettre au grand public de participer au dialogue la réforme du MDP, voir www.forum.cdm-watch.org
- Le Fonds Biocarbone publie un communiqué sur les expériences de boisement / reboisement des projets MDP, voir www.web.worldbank.org
- Le Carbon Market Institute publie un examen du mécanisme de tarification du carbone en Australie, voir www.carbonmarketinstitute.org
- Le Electric Power Research Institute (EPRI) a tenu son 12e atelier sur les crédits compensatoires des gaz à effet de serre, voir www.globalclimate.epri.com
- L'institut Norden publie un rapport qui examine la question du prix des droits d'émissions, voir <http://www.norden.org/en/publications/publikationer/2012-511/>

Projets et programmes d'activités du MDP sur le site de la CCNUCC

(mis à jour le 30 avril 2012)

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : 2,7 milliards de tCO₂-éq. attendues d'ici fin 2012

- Projets soumis pour enregistrement : 131 (11 931 118 tCO₂-éq./an)
- Projets enregistrés : 4045 (584 599 337 tCO₂-éq/an et 2,13 milliards de tCO₂-éq. attendues d'ici fin 2012) dont 258 dans des pays membres et observateurs de l'OIF : 2 en Albanie, 1 en Ancienne République yougoslave de Macédoine, 5 en Arménie, 5 au Cambodge, 2 au Cameroun, 8 à Chypre, 3 en Côte d'Ivoire, 11 en Égypte, 5 aux Émirats Arabes Unis, 2 en Géorgie, 2 au Laos, 2 à Madagascar, 1 au Mali, 8 au Maroc, 1 à Maurice, 1 en Mauritanie, 4 en Moldavie, 2 en République Démocratique du Congo, 3 en République Dominicaine, 3 au Rwanda, 3 au Sénégal, 68 en Thaïlande, 2 en Tunisie, et 112 au Vietnam
- Programmes d'activités : 17 enregistrés, 39 programmes en cours de validation
- URCE émises : 919 440 440
- Méthodologies pour les projets de grande ampleur : 95 approuvées (dont 19 consolidées) et 11 pour les grands projets Bois/Reboisement (dont 2 consolidées)
- Méthodologies pour les projets de faible ampleur : 78 approuvées dont 7 pour les petits projets Bois/Reboisement
- Prix de l'URCE : de 3,87 € (Spot) et 3,85 € (déc. 2012)
- AND notifiées : 160 dont 128 situées en pays non Annexe I
- 41 EOD accréditées
- Nombre de pays visés à l'Annexe I ayant une Autorité Nationale Désignée : 32 dont 15 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre de pays non visés à l'Annexe I ayant une Autorité Nationale Désignée : 128 dont 54 pays membres et observateurs de l'OIF
- 38 pays n'ont pas d'Autorité Nationale Désignée dont 29 pays non visés à l'Annexe I et dont 14 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre d'Entités Opérationnelles Désignées ayant un bureau dans un pays visé à l'Annexe I : 26 (Espagne, Japon, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Norvège, Italie, Suisse et Turquie)
- Nombre d'Entités opérationnelles désignées ayant un bureau dans un pays non visé à l'Annexe I : 15 (Afrique du Sud, Chine, Inde, Colombie, Corée du Sud et Malaisie)

Les évènements à venir

- 8 et 9 mai 2012, Québec (Canada), 26e Commission des forêts pour l'Amérique du Nord
- 14 au 25 mai 2012 Bonn (Allemagne), 15e session du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme au titre de la Convention (GTS-ACV), 17e session du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto (GTS-PK), et 36e sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC (OSAST/OSMO-36)
- 22 au 23 mai 2012, Paris (France), Forum 2012 de l'OCDE

Nouvelles Francophones du marché du carbone et du MDP est un bulletin bimensuel édité par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat pour le MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal. Les bulletins sont rédigés par ÉcoRessources Carbone (<http://www.ecoressources.com/carbone>) pour le compte de l'IEPF

Pour s'abonner au bulletin : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

Vous pouvez écrire à l'animateur du réseau Initiative Francophone de Partenariat pour le MDP à : initiative-mdp-animateur@mediaterre.org